

Biographies de personnalités portugaises (Noms de A à L)

Source: Maria Fernanda Rollo, Universidade Nova de Lisboa, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Av. de Berna, 26-C 1069-061 Lisboa. www.fsh.unl.pt.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/biographies_de_personnalites_portugaises_noms_de_a_a_l-fr-d7ef7c24-0423-403d-9e47-792b27cf5ec3.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Biographies de personnalités portugaises (Noms de A à L)

ABREU, Augusto Cancela de

Il a occupé les fonctions de directeur de la société Estoril et a été membre du conseil d'administration des chemins de fer de Beira Alta. Après le remaniement ministériel du 6 septembre 1944, il est devenu ministre des Travaux publics et est demeuré à ce poste jusqu'au 4 février 1947. Il a ensuite pris en charge le ministère de l'Intérieur jusqu'au 2 août 1950.

ALMEIDA, Vasco Vieira de

Né en 1932, il a obtenu un diplôme de droit en 1955. Dès le lycée, il a adhéré au MUD des jeunes. Il a soutenu la candidature d'Arlindo Vicente à la présidence de la République lors des élections de 1958, puis a apporté son soutien à Humberto Delgado lorsque le candidat soutenu par le PCP a annoncé son retrait. Il a été emprisonné à deux reprises: la première, en 1958, le jour des élections présidentielles et la seconde en 1963, pour avoir aidé des militants communistes à fuir de la prison de Caxias le 4 décembre 1961.

Parallèlement, il a débuté ses activités professionnelles dans le secteur financier, à la banque *Banco Português do Atlântico* (BPA) en 1958 et a été promu directeur général de cette institution à 35 ans. Il a quitté la BPA en 1972 pour prendre le contrôle du *Crédito Predial Português* en compagnie de l'industriel Manuel Bulhosa. Après le 25 avril, il a fait partie du 1^{er} gouvernement provisoire conduit par Adelino da Palma Carlos où il occupait le poste de ministre de la Coordination économique, charge qu'il a abandonnée en 1974. En janvier 1975, il est devenu ministre de l'Économie du gouvernement de transition qui, en Angola, comprenait des responsables du Portugal et des trois mouvements nationalistes (MPLA, UNITA et FNLA). Il est rentré au Portugal en août de la même année. C'est en tant qu'ambassadeur itinérant qu'il a négocié en 1975 avec la CEE une aide financière pour le Portugal.

AMADO, Luís Filipe Marques

Né à Porto de Mós le 17 septembre 1953, il a obtenu un diplôme d'économie à l'Institut supérieur d'Économie. Il s'est affilié au PS en 1982 et s'est installé sur l'île de Madère où il a été élu conseiller municipal à Funchal et député régional de l'archipel. En 1992, il a été élu député à l'Assemblée de la République. Avec l'arrivée d'António Guterres à S. Bento en 1995, il a été nommé secrétaire d'État à l'administration interne, puis a intégré le secrétariat d'État aux Affaires étrangères et à la coopération en 1997 où il est demeuré jusqu'en 2002, année où la coalition PSD/CDS-PP a formé un gouvernement. Il a été nommé ministre de la Défense du gouvernement José Sócrates entre 2005 et 2006 puis a remplacé Freitas do Amaral au ministère des Affaires étrangères en juillet 2006.

AMARAL, João Maria Ferreira do

Il a commencé sa carrière en tant qu'ingénieur à la direction générale des services électriques. C'est à cette époque qu'il a connu Ferreira Dias (alors président de la JEN), de qui il sera secrétaire quand ce dernier assumera la charge de sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie. Après la guerre, il a été le chef de cabinet de Daniel Barbosa qui, en 1948, l'a nommé directeur général de la nouvelle direction générale des services industriels, poste où il est demeuré jusqu'en 1969. Ingénieur, industriel, il était le disciple de Ferreira Dias dont il a essayé de poursuivre et de concrétiser l'œuvre tout au long de sa vie professionnelle. Cf. João Ferreira do Amaral, «Amaral, João Maria Barreto Ferreira», in DHEN, p. 43-44.

AMARAL, Joaquim Martins Ferreira do

Né à Lisbonne le 13 avril 1945, il a obtenu un diplôme d'ingénierie mécanique à l'Institut supérieur technique. Militant du PSD depuis 1981, son parcours professionnel a été marqué par son passage à la direction d'organismes publics tels que l'Institut pour les investissements étrangers entre 1982 et 1983, les industries nationales de défense en 1982 et l'Institut financier de soutien au développement de l'agriculture et de la pêche en 1986. En 1979, il faisait partie des cadres de la direction générale des services industriels

lorsqu'il a été invité à participer au V^e gouvernement constitutionnel, dirigé par Maria de Lurdes Pintasilgo et a reçu le secrétariat d'État aux industries extractives et de transformation.

En 1981, il a été appelé au secrétariat d'État à l'intégration européenne dans le gouvernement Pinto Balsemão et a présidé de ce fait la commission chargée de l'intégration européenne. Il a été nommé ministre du Commerce et du Tourisme dans le premier gouvernement minoritaire de Cavaco Silva, charge qu'il a conservée jusqu'en 1990, date à laquelle il a assumé le portefeuille des travaux publics. Après la déroute du PSD aux élections législatives de 1995, il a été élu député à l'Assemblée de la République mais a perdu les élections municipales de Lisbonne en 1997, battu par João Soares. Il a été candidat aux élections présidentielles de 1991, remportées par Jorge Sampaio.

AMARAL, Luís Fernando de Mira

Né à Amadora le 4 décembre 1945, il a obtenu un diplôme en ingénierie électrotechnique à l'Institut supérieur technique et est devenu professeur assistant dans cet organisme de 1969 à 1979. Il a exercé ses activités professionnelles à la direction générale de l'aéronautique civile entre 1969 et 1975, pour ensuite entrer dans la compagnie portugaise d'électricité *Electricidade de Portugal*. Entre 1980 et 1983, il a été admis à la Banque de développement national en tant que technicien supérieur et a présidé le conseil de direction de l'Institut de gestion financière de la sécurité sociale de 1984 à 1985. Il a été membre de la direction du syndicat des ingénieurs de la région sud et a été invité à occuper le portefeuille de ministre du Travail et de la Sécurité sociale dans le premier gouvernement Aníbal Cavaco Silva entre 1985 et 1987. Il a dirigé le ministère de l'Industrie et de l'Énergie dans les X^e et XI^e gouvernements constitutionnels à majorité PSD et a été responsable en chef des premier et second programmes spécifiques pour le développement de l'industrie portugaise (PEDIP I et II) qui ont permis de gérer les aides communautaires concédées à ce secteur.

AMORIM, Diogo Pacheco de

Mathématicien et économiste, professeur titulaire à l'université de Coimbra puis à celle de Porto. Ce militant catholique du CADC et du Centre catholique a défendu la dissolution et l'intégration du Centre catholique dans l'Union nationale. Il a été élu député sous la I^{re} république et durant l'État nouveau.

ANTUNES, Manuel Lobo

Né à Lisbonne le 27 juin 1958, il a obtenu un diplôme en droit à l'Université catholique puis un diplôme en études européennes dans cette même université. Il a embrassé la carrière diplomatique en 1983 avec un poste d'attaché d'ambassade. L'année suivante, il est devenu consultant du Cabinet civil (*Casa civil*) de la présidence de la République, charge qu'il a conservée jusqu'en 1986. Sa carrière diplomatique l'a mené de La Haye à Harare, capitale du Zimbabwe. En 2001, il a été choisi par António Guterres comme conseiller diplomatique à São Bento et est devenu le représentant suppléant du gouvernement portugais à la Convention sur l'avenir de l'Europe, l'organe chargé de rédiger une proposition de Constitution européenne. Avec l'arrivée au gouvernement de José Sócrates, il a été nommé secrétaire d'État à la pêche, puis secrétaire d'État adjoint aux Affaires européennes en juillet 2006 avec l'arrivée de Luís Amado au Palais des Necessités.

ANTUNES, Lieutenant-colonel Ernesto Augusto de Melo

Né à Lisbonne le 2 octobre 1933, il a fréquenté l'École militaire, a fait un stage à l'École pratique d'artillerie de Vendas Novas et, en 1957, a obtenu le grade de sous-lieutenant. Son passage par cette ville de l'Alentejo a été marqué par ses premiers contacts avec des groupes de l'opposition et quelques heurts avec sa hiérarchie militaire qui lui ont valu d'être envoyé aux Açores où il est demeuré en service de 1958 à 1962. Il a effectué trois missions en Angola de 1963 à 1965, de 1966 à 1968 et de 1971 à 1973. Son nom est apparu parmi les candidats de la CDE aux élections législatives de 1969 pour Ponta Delgada mais les autorités militaires lui ont refusé les autorisations pour se présenter au scrutin. Il est entré dans le mouvement des capitaines en 1973 après son retour d'Angola et est l'un des principaux auteurs du programme politique du

MFA. Il a été nommé au Conseil d'État tout de suite après le 25 avril puis ministre sans portefeuille du II^e gouvernement provisoire, conduit par Vasco Gonçalves. Il a obtenu le poste de ministre des Affaires étrangères dans les IV^e et VI^e gouvernements provisoires présidés respectivement par Vasco Gonçalves et Pinheiro de Azevedo.

Considéré comme l'idéologue du MFA, il est l'auteur de documents emblématiques de la révolution comme le programme économique connu sous le nom de «Plan Melo Antunes» ou le «Document des Neuf», établi avec d'autres membres de l'aile modérée du Conseil de la révolution. Il a été membre de cet organisme jusqu'à sa dissolution en 1982 et membre du Conseil d'État de 1982 à 1986. Il a adhéré au PS en 1981. Il est décédé le 10 août 1999.

ARAÚJO, Alberto Henriques de

Né à Funchal le 3 mars 1903, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Coimbra (1925). Alberto Araújo a été membre de l'assemblée autonome des ports de l'archipel de Madère, président de l'association commerciale de Funchal et député à l'Assemblée nationale (1945-1969). Pendant le quart de siècle durant lequel il a été député, il a âprement défendu le développement du tourisme, la construction d'infrastructures portuaires et l'exécution d'installations hydrauliques sur l'île de Madère. À l'Assemblée nationale, il s'est toujours prononcé en faveur de la participation du Portugal à des organismes de coopération européenne, à savoir l'adhésion du Portugal au plan Marshall, le Protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord relatif à l'accession de la Grèce et de la Turquie et la signature de la Convention de Stockholm. Il est décédé le 1^{er} mars 1980.

AZEVEDO, Amiral José Baptista Pinheiro de

Né à Luanda le 5 août 1917, il est entré à l'École navale à 17 ans. Il a donné des cours d'astronomie et de navigation dans cette même école et a été professeur du cours pour capitaines à l'École nautique. Il a publié des ouvrages relatifs à la trigonométrie, à la météorologie et à la navigation. Il est entré dans le Mouvement d'unité démocratique (MUD) et a soutenu les candidatures à la présidence de personnalités de l'opposition telles que Norton de Matos, Quintão Meireles et Humberto Delgado. Il était commandant de la défense maritime de la province angolaise du Zaïre lorsque la guerre coloniale a éclaté. Entre 1968 et 1971, il a occupé le poste d'attaché naval à l'ambassade du Portugal à Londres. Il commandait les fusiliers de marine le 25 avril, a fait partie de la Junte de Salut national et a été nommé chef d'état-major de la marine. Il a succédé à Vasco Gonçalves au poste de Premier ministre du VI^e gouvernement provisoire de 1975 à 1976. Il s'est présenté aux premières élections présidentielles de 1976 remportées par Ramalho Eanes. Il a été président du mouvement patriotique pro-Olivença en 1981. Il est décédé à Lisbonne le 10 août 1983.

BARBOSA, António Manuel Pinto

Né à Murtosa le 31 juillet 1917, il a obtenu un diplôme en sciences économiques et financières à l'université technique de Lisbonne. Il a terminé son doctorat en 1941 puis a débuté un parcours académique extrêmement riche. En 1948, il a été nommé directeur du Conseil technique corporatif. Deux ans plus tard, Salazar lui a offert le poste de secrétaire d'État au Trésor. En 1955, il a été nommé ministre des Finances et a choisi Manuel Jacinto Nunes pour le remplacer au Trésor. Il a été chargé de la présentation de la candidature du Portugal au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque pour la reconstruction et le développement. Adeptes de la stabilité financière, de la stabilité des changes et de l'équilibre budgétaire, il a souvent été critiqué durant son mandat. En 1965, il a été nommé gouverneur de la Banque du Portugal et a occupé ce poste jusqu'à la révolution d'avril 1974.

BARBOSA, Daniel Maria Vieira

Il a obtenu un diplôme en ingénierie civile à la faculté d'ingénierie de l'université de Porto en 1935 où il a été l'élève d'Ezequiel de Campos. Il a obtenu le prix attribué par la mairie de Porto au meilleur élève du cours. Il a fréquenté différents centres universitaires étrangers en Allemagne, en Suisse et en France. En 1936, il est entré comme ingénieur adjoint à la direction technique de l'administration des ports du Douro et

de Leixões et, l'année suivante, il a assumé les fonctions d'assistant à la faculté d'ingénierie de Porto. En décembre 1941, il a été chargé par le ministère de l'Économie d'étudier la réorganisation de l'industrie portugaise du papier. Au mois de janvier suivant, il a été nommé président de la commission de réorganisation de l'industrie du papier. Les années suivantes, il a écrit des textes sur les questions industrielles, notamment une série d'articles sur certains problèmes industriels qui ont été publiés dans le journal *O Diário Popular*. En mars 1945, il a été nommé gouverneur du district autonome de Funchal où il est demeuré jusqu'à son entrée au gouvernement en 1947.

Lorsqu'il a dû laisser sa place au ministère de l'Économie, Daniel Barbosa est retourné à l'université de Porto comme professeur titulaire de sciences économiques. Les années suivantes, entre 1949 et 1957, il a été député à l'Assemblée nationale. En 1952, il est devenu professeur titulaire à l'Institut supérieur technique où il a enseigné l'économie politique. Il a été bâtonnier de l'ordre des ingénieurs et entre 1965 et 1974, gouverneur de la Banque de développement national. En mars 1974, lors du dernier remaniement ministériel de l'État nouveau, Marcelo Caetano l'a appelé au gouvernement pour occuper le poste nouvellement créé de ministre de l'Industrie et de l'Énergie.

Daniel Barbosa a laissé une œuvre imposante dont des travaux relatifs à l'économie nationale. Mis à part les textes liés à son action de ministre de l'Économie, recueillis au ministère de l'Économie, il faut citer quelques ouvrages intéressants pour l'analyse de l'évolution de l'économie, *Alguns Aspectos da Economia Portuguesa (Certains aspects de l'économie portugaise)*, Vol. I, Livraria Lello e Irmão Editores, Porto, 1949; *Realidades Económicas, Prelecções de Economia Aplicada proferidas no curso de 1950-1951 (Réalités économiques, leçons d'économie appliquée enseignées au cours de 1950-1951)*, Centre d'études économiques et financières de l'association commerciale de Porto, Porto, 1952; *Considerações Acerca do Problema Económico Português (Considérations sur le problème économique portugais)*, Librairie Tavares Martins, Lisbonne, 1958; *A acção dos engenheiros e os actuais condicionalismos da economia portuguesa (L'action des ingénieurs et les autres contraintes pesant sur l'économie portugaise)*, Institut supérieur technique, Lisbonne, 1961, *Separata da Técnica*, n°311, 1961, p. 391-407 et *Novos Rumos da Política Económica, Celebrar o Passado, Construir o Futuro, Ciclo de Conferências promovido pela Comissão Executiva do 40º aniversário da Revolução Nacional (Nouvelles voies pour l'économie politique, honorer le passé, construire le futur; Cycle de conférences promues par la commission exécutive du 40º anniversaire de la révolution nationale)*, Vol. I, Lisbonne, 1966, p. 231-273, également édité de façon autonome par l'auteur en 1966.

Les nombreuses publications laissées par Daniel Barbosa comprennent notamment une première phase sur des aspects directement liés à son activité d'ingénieur civil et, à partir des années 40, des ouvrages consacrés plus spécifiquement à des problèmes économiques et de politique économique. Pour plus d'informations sur la période durant laquelle il a été ministre de l'Économie, voir le recueil de textes qu'il a publié sous le titre *Na Pasta da Economia. Discursos, Declarações e Súmulas das Conferências com a Imprensa (Au ministère de l'Économie. Discours, déclarations et abrégés des conférences de presse)*, Portugália Editora, Lisbonne, s.d.

Sur Daniel Barbosa, voir *A Universidade Técnica de Lisboa e os seus Mestres (L'Université technique de Lisbonne et ses maîtres)*, IST, Lisbonne, 1956, p. 787-791; *Daniel Maria Vieira Barbosa, Curriculum Vitae*, Tip. Sequeira Limitada, Porto, 1944; J.M. Brandão de Brito, *Os engenheiros... (Les ingénieurs)*, cit.; *A Industrialização... (L'industrialisation)* cit. et *Da ditadura financeira ao difícil triunfo da industrialização (De la dictature financière au difficile triomphe de l'industrialisation)*, Portugal Contemporâneo, Vol. 4 – 1926-1958, Publicações Alfa, Lisbonne, 1990, p. 125-162; Fernando Rosas, *O Daniel das Faturas. Notas para um estudo da política de estabilização económica de 1947/1948 (Le Daniel de l'abondance. Notes pour une étude de la politique de stabilisation économique en 1947/1948)*, *Ensaio de Homenagem a Francisco Pereira de Moura (Essais en hommage à Francisco Pereira de Moura)*, ISEG, Lisbonne, 1995, p. 387-407 ou *Daniel Barbosa e a política de estabilização económica e social do pós-guerra (1947/8) (Daniel Barbosa et la politique de stabilisation économique et sociale de l'après-guerre (1947-48)* in *Salazarismo e Fomento... (Salazarisme et développement)* cit., p. 123-149; Maria Fernanda Rollo, *Barbosa, Daniel Maria Vieira*, in DHEN, p. 90-91; Carlos Bastien, *Daniel Maria Vieira Barbosa (1908-1986)*, in *Dicionário Histórico de Economistas portugueses*, cit., p. 44-47; Fernando Rosas, *Rita Carvalho e Pedro*

Aires Oliveira, Daniel Barbosa, Salazar e Caetano. *Correspondência Política 1945-1988* (Fernando Rosas, Rita Carvalho et Pedro Aires Oliveira, Daniel Barbosa, Salazar et Caetano. *Correspondance politique*), 2 vol., Círculo de Leitores, 2002.

BARROS, José Augusto Correia de

Sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie entre le 4 février 1947 et le 16 octobre 1948.

BARROSO, José Manuel Durão

Né à Lisbonne le 23 mars 1956, il s'est formé en droit à l'université classique de Lisbonne. Il est titulaire d'un mastère en sciences politiques et a fait une spécialisation en études européennes à l'université de Genève. Il a été assistant à la faculté de droit de Lisbonne, a effectué des stages et cours de courte durée aux instituts universitaires internationaux de Luxembourg et de Florence et a été professeur visiteur à l'université de Georgetown, à Washington. Il a dirigé le service des relations internationales de l'université Lusíada. À 18 ans, avant même le 25 avril 1974, il militait déjà au MRPP et a adhéré au PSD six ans plus tard.

Il a débuté sa carrière ministérielle comme secrétaire d'État chargé de l'administration interne en 1985, dans le premier gouvernement Cavaco Silva. Il a ensuite occupé des fonctions de secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la coopération entre 1987 et 1992, dans les XI^e et XII^e gouvernements constitutionnels de majorité sociale-démocrate. C'est à ces fonctions qu'il a conduit les négociations entre le MPLA et l'UNITA qui ont abouti à la signature des accords de Bicesse, en 1991. Il est devenu ministre des Affaires étrangères en 1992, charge qu'il a conservée jusqu'en 1995. Il a été élu député en 1995 et a présidé la commission des Affaires étrangères. Il a pris les rênes du PSD en 1999. Il a remporté les élections législatives anticipées en 2002 après la démission d'António Guterres de son poste de Premier ministre en 2001 et a conduit un gouvernement de coalition soutenu par le PSD et le CDS-PP. Il a quitté ce poste pour devenir président de la Commission européenne, charge qui lui a été proposée le 26 juin 2004.

Lors d'un entretien accordé au journal *Público*, le 9 janvier 1994, il a défendu la construction européenne en tant que modèle international s'inscrivant dans le droit international qui ne peut se limiter à regrouper les intérêts intergouvernementaux mais qui doit se garder de toute tentation fédéraliste. Il a publié les ouvrages suivants: *Sistema de Governo e Sistema Partidário* (*Système de gouvernement et système partisan*), co-auteur avec Pedro Santana Lopes et *Le système politique portugais face à l'intégration européenne*.

BEBIANO, José Bacelar

Ministre des Colonies (entre le 25 avril 1928 et le 20 juillet 1929), il a cumulé ce poste avec le portefeuille du commerce et des communications dont il a été responsable du 18 avril au 11 juin 1928 et durant quelques jours en novembre de la même année. Il a également été président du Conseil des missions de recherche coloniales et président de la délégation portugaise à la Commission coloniale de l'OECE.

BELEZA, Luís Miguel Couceiro Pizarro

Diplômé en économie à l'université technique de Lisbonne en 1972, il a obtenu son doctorat (Ph. D.) au *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) en 1979. La même année, il est entré au cabinet des études économiques de la Banque du Portugal puis a travaillé comme économiste au Fonds monétaire international où il était chargé des relations avec l'Espagne entre 1984 et 1987. Il a ensuite été invité par le Premier ministre Cavaco Silva à occuper le poste d'administrateur de la Banque du Portugal. En 1990, il est entré dans le XI^e gouvernement constitutionnel, assumant le portefeuille des finances après le départ de Miguel Cadilhe. Il a conservé ces fonctions jusqu'en 1991.

Le 4 avril 1992, il est devenu gouverneur de la Banque du Portugal et, à ce poste, il a accompagné les premiers pas de l'escudo dans l'Union économique et monétaire, après son adhésion au mécanisme des changes le 6 avril 1992. Il a dû affronter la crise du système monétaire européen de septembre 1992 causée par l'agitation des marchés financiers, crise qui s'est traduite par une dévalorisation de l'escudo de 6 %. Ce

scénario s'est répété le 13 mai 1993, avec une dévalorisation de 6,5 %. Le 26 juillet 1994, il a perdu son poste de gouverneur du fait de divergences avec le ministre des Finances, Braga de Macedo, qui contestait l'action de la Banque centrale et défendait la thèse d'une baisse des taux d'intérêt.

BIANCHI, João António de

Il a débuté sa carrière diplomatique en 1916. Il a été successivement secrétaire de la représentation du Portugal à Londres, représentant du Portugal à la Conférence de paix en 1919, ministre plénipotentiaire et chef du protocole en 1922, chargé d'affaires à Londres en 1923 et 1924, ministre du Portugal à Pékin en 1925, directeur politique des Affaires étrangères en 1932, ministre du Portugal à Washington en 1933. Lorsque la représentation du Portugal à Washington est devenue ambassade (le 27 mai 1944), Bianchi a continué à représenter le Portugal aux États-Unis en tant qu'ambassadeur. Il est demeuré à ce poste durant 14 ans. En août 1947, il est rentré au Portugal pour succéder à Teixeira de Sampaio et occuper le poste de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

CADILHE, Miguel José Ribeiro

Né en 1945 à Barcelos, il s'est formé en économie à l'université de Porto en 1968. Il a été fonctionnaire de la BCP et a dirigé le cabinet des affaires économiques de cette institution bancaire dont le siège se trouve à Porto. Il a vécu sa première expérience au gouvernement lorsqu'en 1980, Cavaco Silva l'a invité à participer au gouvernement dirigé par Francisco Sá Carneiro, au poste de secrétaire d'État à la planification. Après la chute du VI^e gouvernement constitutionnel, il est parti pour Londres où il a effectué des recherches à la *London School of Economics*. Il a ensuite enseigné à la faculté d'économie de Porto. La victoire de Cavaco Silva aux élections législatives de 1985 l'a ramené au ministère des Finances dans les X^e et XI^e gouvernements constitutionnels. Il a abandonné ce poste en 1990. Son passage au gouvernement a été marqué par une réforme fiscale qui a introduit la TVA, l'IRS et l'IRC et par la fameuse «Loi Sapateiro», l'instrument législatif qui réglemeta le marché des capitaux et permettra de lancer les privatisations. Après son départ du gouvernement, il a travaillé dans le secteur privé, à la BPA, à la Banque de développement et à la BCP. En 2001, il a assumé la présidence de l'agence portugaise pour le développement, organisme créé sous le gouvernement Durão Barroso.

CALDAS, José Garcez Pereira

Sous-secrétaire d'État à l'agriculture du 16 octobre 1948 au 2 août 1950.

CAMPINOS, Joaquim Jorge de Pinho

Né en 1937, il est demeuré en exil en France durant 14 ans. Il a été l'un des fondateurs du PS. Après le 25 avril 1974, il a été secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans les II^e, III^e et IV^e gouvernements provisoires. Il a été nommé ministre du Commerce sous le VI^e gouvernement provisoire et ministre sans portefeuille dans le I^{er} gouvernement constitutionnel. Il a participé aux négociations qui ont conduit le Portugal à reconnaître l'indépendance de la Guinée et de São Tomé-et-Principe. Il a également été juge à la Cour constitutionnelle et député européen. En 1988, il a été nommé au poste de directeur des services juridiques du Parlement européen. Il est décédé au Mozambique, victime d'un accident de la route le 30 juillet 1993.

CAPUCHO, António D'Orey

Né à Lisbonne en 1945, il est diplômé en organisation et gestion d'entreprises. Il a soutenu les candidatures de l'opposition démocratique emmenée par la CEUD en 1969 et la CDE en 1973. Membre du PSD dès 1974, il a été nommé secrétaire d'État adjoint du Premier ministre dans les VII^e et VIII^e gouvernements constitutionnels et est entré au ministère de la Qualité de vie dans le IX^e gouvernement constitutionnel entre 1983 et 1984. De 1987 à 1989, il a occupé le poste de ministre des Affaires parlementaires dans le XI^e gouvernement constitutionnel. Il a été élu député aux élections législatives de 1980, 1983, 1985 et 1987. Tête de liste du PSD, il a été élu en 1989 député européen. Placé en deuxième position sur la liste PSD

conduite par Eurico de Melo, il a de nouveau été élu aux européennes de 1993. En 1994, il est devenu l'un des vice-présidents du Parlement européen. Il est actuellement maire de Cascais.

CARDIA, Mário Augusto Sottomayor Leal

Il est né à Matosinhos le 19 mai 1941. En 1958, alors qu'il n'avait que 17 ans, il a participé à la campagne électorale pour l'élection du général Humberto Delgado. L'année suivante, il est entré à la faculté des lettres de l'université de Lisbonne pour fréquenter le cours d'histoire et de philosophie. Il a été membre de la coordination de l'assemblée inter-associations durant la crise universitaire de 1961-1962. C'est à cette époque que remonte son adhésion au PCP, parti qu'il a quitté en 1973. Il est entré à la rédaction de la revue *Seara Nova* en 1963 et y a collaboré jusqu'en 1972. Il a fait partie du groupe fondateur du PS en Allemagne l'année suivante. Il a été ministre de l'Éducation sous le 1^{er} gouvernement constitutionnel de Mário Soares entre 1976 et 1978 après avoir participé à l'Assemblée constituante. Il a été élu député à l'Assemblée de la République sous les I^{er}, III^e, IV^e et V^e législatures. Il a enseigné au département de philosophie de la faculté des sciences sociales et humaines de l'Université nouvelle de Lisbonne.

CARLOS, Adelino Hermitério da Palma

Né à Faro le 3 mars 1905, il s'est inscrit à la faculté de droit de Lisbonne et a créé en 1923 la Ligue de la jeunesse républicaine. Diplômé en 1926, il a commencé l'année suivante une longue carrière au barreau qui l'amènera à représenter des participants à la révolte du 7 février 1927, tels que le général Sousa Dias et le colonel Freiria. Il s'est distingué dans la défense de différentes personnalités de l'opposition à l'État nouveau, comme Norton de Matos, Bento de Jesus Caraça, Azevedo Gomes, João Soares ou Vasco da Gama Fernandes. C'est encore en tant qu'avocat qu'il a participé au procès sur la validité du testament de Calouste Gulbenkian ou à celui de l'héritage de *Sommer*.

Bien que diplômé en sciences historico-juridiques à la faculté de droit de Lisbonne en 1934, l'État nouveau ne lui a pas permis d'enseigner et lui a retiré le poste qu'il occupait à l'Institut de criminologie. Il a été mandataire de la candidature de Norton de Matos à la présidence de la République aux élections de 1949. Il a été élu bâtonnier de l'ordre des avocats, charge qu'il a exercée durant deux mandats, de 1951 à 1956. Au début des années 50, la faculté de droit de l'université de Lisbonne l'a intégré comme professeur invité. Il a d'ailleurs dirigé cet institut de 1965 à 1970. Il a été invité par le général Spínola à conduire le premier gouvernement provisoire après le 25 avril mais a remis sa démission 56 jours plus tard. Il a fait partie du conseil consultatif du PRD et a présidé la commission d'honneur pour la candidature de Ramalho Eanes à la présidence de la République.

CARNEIRO, Francisco Manuel Lumbrales de Sá

Né à Porto en 1934 et diplômé en droit à l'université de Lisbonne, il est entré dans la vie politique durant le «printemps marcelliste», participant aux élections législatives sur les listes de l'Action nationale populaire. Il est devenu la figure de proue d'un groupe de députés – connu sous le nom de l'Aile libérale – composé de Francisco Pinto Balsemão, Magalhães Mota, Miller Guerra, Mota Amaral et Pinto Leite. Ceux-ci ont tenté de réformer le régime de l'intérieur pour une plus grande ouverture démocratique. Les droits de détenus, notamment de ceux qui dépendaient de la DGS, la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association sont devenus ses chevaux de bataille lors de ses interventions à l'Assemblée nationale. Il a cependant renoncé à son siège de député le 25 janvier 1973, considérant que les conditions pour le libre exercice de l'activité parlementaire n'étaient pas réunies. Il s'est alors consacré à la SEDES dont il a été membre du conseil de coordination de 1973 à 1974.

Il a fondé le PPD immédiatement après le 25 avril (le 5 mai 1974) avec Pinto Balsemão et Magalhães Mota et est devenu ministre adjoint dans le 1^{er} gouvernement provisoire de Palma Carlos. Il a ensuite abandonné ce poste du fait de divergences avec les militaires non-spinolistes du MFA. Il a été élu secrétaire général du PPD au 1^{er} congrès de ce parti mais a dû laisser la direction du parti à Emídio Guerreiro pour raisons de santé de 1975 à 1976. Il a dû faire face à des scissions internes dont le Congrès d'Aveiro en est un exemple. À cette occasion, une fraction sociale-démocrate conduite par Emídio Guerreiro a abandonné le PPD et en

1979, c'est au tour de nombreux membres du groupe parlementaire de partir. Il a alors créé l'Alliance démocratique (AD) avec le CDS et l'AD a formé un gouvernement. Après avoir rompu avec le général Ramalho Eanes, il a soutenu la candidature de Soares Carneiro aux élections présidentielles de 1980. Il est décédé le 4 décembre 1980 dans un accident d'avion à Camarate alors qu'il se rendait à Porto pour la campagne électorale des présidentielles.

CARREIRA, Henrique Medina

Né à Bissau le 14 janvier 1931, il a obtenu un diplôme de base en ingénierie mécanique en 1951 puis un autre de niveau supérieur en 1954, en sciences pédagogiques. Il a terminé sa formation en droit en 1962 et a exercé la profession d'avocat en droit fiscal et commercial. Après le 25 avril, il est entré dans l'administration de la Banque intercontinentale portugaise où de 1974 à 1975, il a représenté l'État portugais. Cette même année, il a participé au VI^e gouvernement provisoire de Pinheiro de Azevedo en tant que sous-secrétaire d'État au budget. Il a été nommé directeur général des impôts et contributions en janvier 1976. Il est devenu ministre des Finances du I^{er} gouvernement constitutionnel de Mário Soares et c'est en tant que tel qu'il a négocié avec le FMI un prêt de 750 millions de dollars. Il a quitté le PS en 1978 sous le II^e gouvernement provisoire pour divergences de vue sur la politique économique adoptée par le parti au pouvoir. Il a dirigé, durant la seconde moitié des années 90, la commission nommée par le ministre des Finances Sousa Franco et chargée de l'étude des modifications du système d'imposition du patrimoine. Il a été nommé membre du conseil d'administration de l'Expo'98.

CARVALHAS, Carlos Alberto do Vale Gomes

Il est né à São Pedro do Sul le 9 novembre 1941. Après avoir commencé son parcours universitaire à Porto, il a obtenu un diplôme d'économie à l'Institut supérieur de sciences économiques et financières. Encore adolescent, il a soutenu le général Humberto Delgado lors des élections présidentielles de 1958 et onze ans plus tard il a adhéré au PCP. Il a également été membre de la CDE. Il a été directeur financier de Profabril, entreprise du groupe CUF et est devenu directeur du journal *Notícias da Amadora*. Il a écrit dans des revues telles que *Vértice* ou *Seara Nova*. Avant le 25 avril, il militait au syndicat des métallurgistes. Après le 25 avril 1974, il a été nommé secrétaire d'État au travail dans le I^{er} gouvernement provisoire et est demeuré à ce poste jusque dans le IV^e gouvernement provisoire. Il a ensuite quitté le gouvernement pour être député à l'Assemblée de la République où il a constitué la commission parlementaire chargée de l'intégration européenne. C'est au sein de cette commission qu'il a contribué à développer, d'un point de vue technique, la position du PCP sur l'adhésion du Portugal à la CEE.

Il a été tête de liste de la CDU aux élections européennes de 1989 et à Strasbourg, il a été l'un des vice-présidents de la coalition de gauche. Il a été nommé secrétaire général adjoint du PCP lors du congrès de Porto en mai 1990 alors que le parti traversait une crise interne due à la contestation de certains militants qui ont quitté le parti ou en ont été expulsés au moment de la chute des régimes communistes d'Europe de l'Est et où l'on assistait à une certaine ouverture politique en URSS. Le XIV^e Congrès du PCP, tenu à Almada en décembre 1992, a confirmé Carlos Carvalhas comme successeur d'Álvaro Cunhal, son leader historique. Il a conduit aux destinées du PCP jusqu'en novembre 2004, date à laquelle il a passé le témoin à Jerónimo de Sousa lors du XVII^e Congrès organisé à Almada.

CASTRO, Augusto de

Journaliste, écrivain, diplomate. Diplômé en droit à l'université de Coimbra, il a été député du Parti progressiste durant les dernières années de la monarchie. À partir de 1924, il a été successivement ambassadeur du Portugal à Londres, au Vatican, à Bruxelles, à Rome puis de nouveau à Bruxelles et à Paris (1945-1947). Il a été directeur du journal *Diário de Notícias* en intermittençe avec ses fonctions de diplomate (1919-1924, 1939-1945 et 1947-1971). Il a reçu le prix national de littérature.

CATROGA, Eduardo de Almeida

Né à São Miguel do Rio Torto, commune d'Abrantes, le 14 novembre 1942, il a obtenu un diplôme en

finances à l'Institut supérieur des sciences économiques et financières de l'université technique de Lisbonne, en 1966. Il a effectué un 3^e cycle à la *Harvard Business School* en 1979. Il a été consultant au ministère des Finances de 1967 à 1974 puis a enseigné à l'ISCEF entre 1968 et 1974. Il a débuté sa vie professionnelle comme gestionnaire à la CUF en 1968 puis a occupé différents postes dans ce groupe, jusqu'à sa nationalisation. Il est d'ailleurs parvenu à la vice-présidence de Quimigal entre 1978 et 1980. À partir de 1981, il a occupé un fauteuil d'administrateur dans différentes entreprises dont SAPEC, PROLOGICA, SPC – Service portugais de conteneurs, CELCAT, BP Portuguesa et à la banque Finantia. Il a également participé au lancement de l'association des administrateurs publics et à celui du forum des administrateurs. Il est devenu ministre des Finances en 1993 après le départ du gouvernement de Jorge Braga de Macedo, et a conservé ce poste jusqu'en 1995.

COISORÓ, Narana Sinai

Il est né à Goa en 1933 dans une famille hindoue aux convictions nationalistes. Il a quitté Goa pour fréquenter l'université de Coimbra où il a obtenu un diplôme de droit en 1955. L'année suivante, il a suivi une formation complémentaire en sciences économiques et politiques. Il a été le conseiller juridique de la délégation qui, en 1958, a participé aux négociations de la Convention de Stockholm – document qui a institué l'Association européenne de libre-échange (AELE). Après avoir terminé son doctorat à la faculté de droit de l'université de Londres, il est entré comme enseignant à l'Institut de sciences sociales et de politique d'outre-mer (ISCSPU) en 1962, poste dont il sera écarté en 1969 par le ministre de l'Éducation de l'époque, José Hermano Saraiva. Il a cumulé ses activités d'enseignant avec celles du barreau. Il ne retournera à l'ISCSPU qu'après le 25 avril 1974, année durant laquelle il s'affiliera au CDS. Il a été élu député en 1976 mais a abandonné la politique active à l'arrivée de Manuel Monteiro à la tête du CDS.

CORREIA, José Dias de Araújo

Il a étudié sciences et ingénierie des mines à l'*Imperial College of Science and Technology* de Londres. Il a été ministre du Commerce et des Communications entre le 11 juin et le 10 novembre 1928 et ministre de l'Agriculture pour trois jours, du 16 au 18 juillet 1928 dans le gouvernement de José Vicente de Freitas. Député de toutes les législatures de l'État nouveau, il a été administrateur de la Caisse générale des dépôts, du crédit et de la prévoyance (CGD) de 1929 à 1964, président du service chargé de l'étude du projet de loi de finances, rapporteur de la commission chargée d'examiner les finances publiques, représentant de l'Assemblée nationale aux congrès interparlementaires du commerce de Londres et Bucarest.

Araújo Correia a joué un rôle important dans la défense et la promotion du développement économique du pays, intervenant en permanence au niveau politique, notamment dans l'exercice de ses fonctions de député et, également, de rapporteur des finances publiques. Nombre de ses écrits sont consacrés à l'analyse de la conjoncture et de la politique économique et à la formulation de propositions argumentées sur le développement économique du pays. Il jouissait d'une certaine image et a eu une influence notable sur la définition et la conduite de la politique économique portugaise dans la période de l'après-guerre. C'est lui qui a établi le programme économique portugais, présenté en novembre 1948 à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), destiné à soutenir la participation du pays au plan Marshall. Il a été le premier président de la commission technique de coopération économique européenne (CTCEE), créée pour gérer la répartition de l'aide attribuée au Portugal, poste qu'il n'a occupé que du 1^{er} septembre 1948 au 29 juillet 1949.

Voir sur Araújo Correia, entre autres, J. M. Brandão de Brito, *Os Engenheiros e o Pensamento Económico do Estado Novo (Les ingénieurs et la pensée économique de l'État nouveau)* in A.A.V.V., *Contribuições para a História do Pensamento Económico em Portugal, Universidade Moderna, 84 (Université moderne, 84)*, Publicações Dom Quixote, Lisbonne, 1988, p. 211-234 et Carlos Bastien, *Correia, José Dias de Araújo*, in *Dicionário de História do Estado Novo (DHEN)*, Dir. Fernando Rosas et J.M. Brandão de Brito, Coord. Maria Fernanda Rollo, Círculo de Leitores, Lisbonne, 1996, p. 225 et *José Dias de Araújo Correia (1894-1978)*, in *Dicionário Histórico de Economistas Portugueses*, coord. José Luís Cardoso, CISEP e Temas e Debates, 2001, p. 96-99.

CORTÊS, Ulisses Cruz de Aguiar (1900-1975)

Diplômé en droit, il a été avocat à Coimbra et à Lousã, chef de cabinet du ministre de la Justice Manuel Rodrigues, directeur général et secrétaire général dans ce même ministère. Membre de la commission exécutive de la I^{re} conférence d'union nationale (1946), c'est le ministre de l'Économie qui a occupé le plus longtemps ce poste durant l'État nouveau, de 1950 à 1958. Il a également été ministre des Finances de 1965 à 1968.

COSTA, Adelino Amaro da

Né le 18 décembre 1943 à Lisbonne, il a obtenu un diplôme d'ingénierie civile à l'Institut supérieur technique, établissement où il a ensuite été assistant. Il s'est consacré à l'étude de l'enseignement supérieur et a publié des ouvrages consacrés à sa planification. À l'époque de Marcello, il a été membre du cabinet chargé des études sur l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation conduit alors par Veiga Simão. Parallèlement, il a collaboré à différents titres de presse. Il a fondé le CDS et en juillet 1974, il a été élu député à l'Assemblée constituante puis à partir de 1976 à l'Assemblée de la République. Il a été élu vice-président du CDS en 1978 et, en 1979, il est entré comme ministre de la Défense au gouvernement de l'Alliance démocratique soutenu par les centristes et par le PPD. Il est décédé le 4 décembre 1980 à Camarate, dans l'accident d'avion qui a également coûté la vie au Premier ministre Sá Carneiro, avec qui il voyageait.

COSTA, Alfredo Nobre da

Né à Lisbonne en 1923, il a obtenu son diplôme en ingénierie mécanique à l'Institut supérieur technique en 1946. En 1948, il a effectué un 3^e cycle à Londres. À 27 ans, il a entamé une longue carrière qui se déroulera dans le secteur privé, dans les sociétés du groupe Champallimaud, en passant par la direction des entreprises de ciment Fábrica de Cimentos Tejo, Fábrica de Cimentos Cabo Mondego et Cimentos de Leiria. En 1962, il est entré à la Sidérurgie nationale en tant qu'administrateur technique. Il a quitté le groupe Champallimaud pour créer Lusotecna, une entreprise fondée en 1965 au moment où il a été nommé administrateur de l'EFACEC.

En 1972, il a été désigné président du conseil d'administration de la SACOR, charge qu'il abandonnera en 1974, après le 25 avril. Il a alors été nommé secrétaire d'État chargé de l'industrie lourde dans le VI^e gouvernement provisoire de l'amiral Pinheiro de Azevedo et ministre de l'Industrie et des Technologies dans le I^{er} gouvernement constitutionnel de Mário Soares. Le président de la République de l'époque, le général Ramalho Eanes, lui a proposé en 1978 de conduire le III^e gouvernement constitutionnel, constitué à l'initiative du président. Ce gouvernement durera 85 jours et tombera après le refus de son programme par l'Assemblée de la République. Il a ensuite assumé la présidence de la Celcat puis est retourné à l'EFACEC, entreprise dont il a été administrateur jusqu'à sa mort, le 1^{er} avril 1996.

COSTA, Francisco Manuel Seixas da

Né à Vila Real le 28 février 1948, il a obtenu un diplôme en sciences politiques et sociales à l'université technique de Lisbonne après avoir fréquenté un cours d'ingénierie électrotechnique à l'université de Porto. Il a débuté sa vie professionnelle dans le secteur privé et, après le 25 avril, il a été nommé adjoint à la Junte de salut national. Il a adhéré en 1975 au mouvement de gauche socialiste (MES) et a débuté la même année sa carrière diplomatique. Il est alors passé par différentes capitales comme Oslo, Luanda ou Londres et par des institutions comme l'Organisation mondiale du commerce. Il a été secrétaire d'État des Affaires européennes entre 1995 et 2001, période durant laquelle il a participé aux négociations des traités d'Amsterdam et de Nice et a accompagné le processus d'adhésion de l'escudo à la troisième phase de l'Union économique et monétaire. Il a préparé la présidence portugaise de l'UE en 2000 et a pris part aux négociations de l'Agenda 2000.

L'expérience acquise sur les questions européennes l'a conduit à s'élever contre les dangers, pour les petits pays, de la «dérive intergouvernementale» dans le processus de décision communautaire. Il a quitté le

gouvernement en 2001 et a été nommé ambassadeur du Portugal à l'ONU jusqu'à son transfert au siège de l'OSCE à Vienne en juin de l'année suivante. En 2003, il a accepté l'invitation du gouvernement Durão Barroso à intégrer un groupe de travail qui avait pour tâche de suivre les travaux de la Conférence intergouvernementale chargée d'élaborer le Traité constitutionnel. Il a publié *A diplomacia europeia (La diplomatie européenne)*.

CRUZ, António Manuel de Mendonça Martins da

Né à Lisbonne le 28 décembre 1946, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne et a consacré toute sa carrière à la diplomatie. En 1975, il a été détaché au Mozambique afin de monter l'ambassade du Portugal à Maputo. Il a représenté le Portugal en tant qu'ambassadeur au Caire dès 1976 puis à Genève auprès des Nations unies à partir de 1979. Entre 1984 et 1985, il a été chargé du service des Communautés européennes au ministère des Affaires étrangères. Avec la victoire de Cavaco Silva aux élections législatives de 1985, il est devenu conseiller diplomatique du Premier ministre, charge qu'il a abandonnée en 1995 pour représenter le Portugal auprès de OTAN et de l'Union de l'Europe occidentale à Bruxelles, poste qu'il occupera jusqu'en 1999.

On lui a proposé de devenir ministre des Affaires étrangères du gouvernement Durão Barroso en 2002 alors qu'il était ambassadeur du Portugal à Madrid. C'est en tant que ministre qu'il participera à la Convention sur l'avenir de l'Europe – présidée par Giscard d'Estaing – qui avait pour but d'établir une proposition de Constitution européenne. Écarté du gouvernement de coalition PSD-CDS, il a démissionné en octobre 2003.

CRUZ, João Carlos Lopes Cardoso de Freitas

Né à Lisbonne le 27 mars 1925 et diplômé en droit à l'université de Lisbonne, il est entré dans la carrière diplomatique en 1947. Il a exercé des fonctions à l'ambassade de Londres en 1950 où il a atteint le grade de troisième secrétaire. L'année suivante, il a été transféré à la délégation portugaise auprès du Conseil permanent du Traité de l'Atlantique Nord à Paris et a fréquenté un cours à l'Institut de défense de l'OTAN. Il a été consul général à l'ambassade de New York en 1963, représentant permanent du Portugal auprès de l'OCDE à Paris en 1970 et ambassadeur du Portugal à Bonn en septembre 1971. Il a été nommé représentant permanent du Portugal auprès de l'OTAN à Bruxelles le 29 août 1974 et est devenu ministre des Affaires étrangères du IV^e gouvernement constitutionnel, conduit par Carlos Mota Pinto, en 1978.

CUNHA, Arlindo Marques da

Né à São João da Boavista, commune de Tábua, il a obtenu un diplôme d'économie à l'université de Porto en 1975 et en 1979, le titre de «*Master of Philosophy*» en économie agraire à l'université de Reading (Royaume-Uni). Il a été assistant à l'université catholique de Porto et a assumé les cours de politique agricole dans le marché commun du 3^e cycle d'études européennes de l'université de Coimbra entre 1983 et 1986. Il a travaillé à la commission de coordination de la Région nord entre 1975 et 1979. En 1986, il a été nommé secrétaire d'État au développement agraire et est devenu ministre de l'Agriculture en 1990 après le départ d'Álvaro Barreto. C'est à ce ministère qu'il a joué un rôle important dans la réforme de la politique agricole commune (PAC), réforme qui s'est concrétisée durant la présidence portugaise de la CEE, au premier semestre 1992. Il a quitté le gouvernement pour participer aux élections européennes du 12 juin 1993 et a été élu député européen. Sa bibliographie comporte des ouvrages relatifs à la régionalisation et à la problématique de l'agriculture et de l'intégration européenne.

CUNHA, Luís Manuel Moreira Campos e

Né à Luanda en 1954, il a obtenu un diplôme en économie à l'université catholique de Lisbonne et un doctorat à l'université de Columbia (New York). Il a enseigné à la faculté d'économie de l'Université nouvelle de Lisbonne à partir de 1985, année durant laquelle il a terminé son doctorat. Il est devenu plus tard directeur de cette faculté et a occupé ce poste jusqu'à ce qu'il soit nommé par José Sócrates ministre d'État et des Finances en mars 2005. Il avait auparavant été gouverneur adjoint de la Banque du Portugal, de 1996 à 2002. Son passage au gouvernement a été de courte durée puisqu'il a quitté le ministère des Finances en

juillet 2005.

CUNHAL, Álvaro Barreirinhas

Né à Coimbra le 10 novembre 1913, il a fréquenté l'école primaire à Seia puis le lycée à Lisbonne, avant de s'inscrire à la faculté de droit de l'université de Lisbonne à 17 ans. Ses premiers contacts avec le Parti communiste portugais datent de cette époque. Cunhal a été élu représentant des étudiants au conseil de l'université de Lisbonne et a milité à la ligue des amis de l'URSS et au Secours rouge international. Il est devenu secrétaire général des Jeunesses communistes en 1935 et est entré au Comité central du PCP en 1936. Il a été emprisonné en 1937 et libéré en 1938. Il a de nouveau été arrêté en 1940 et c'est en prison qu'il a obtenu son diplôme en droit. L'année suivante, il a assumé les fonctions de professeur au Collège moderne avec pour mission d'accompagner les études des élèves. C'est à ce moment-là qu'il a fait la connaissance de Mário Soares et a tissé des liens étroits avec lui.

Durant les années 40, Cunhal a participé à une lutte entre factions pour la direction effective du parti et est sorti vainqueur d'un processus dont on se souviendra comme de la réorganisation du parti. Arrêté pour la troisième fois en 1949 et jugé par la Cour plénière, il s'est échappé en 1960, avec d'autres dirigeants communistes de la forteresse de Peniche, lors d'une évasion spectaculaire. En 1961, après s'être installé à Paris, il a été élu secrétaire général du PCP, charge qui n'avait plus été occupée depuis la mort de Bento Gonçalves en 1942. Il est rentré au Portugal le 30 avril 1974 en provenance de Paris et a participé au 1^{er} gouvernement provisoire de Palma Carlos, en tant que ministre sans portefeuille, fonction qu'il occupera également dans les II^e, III^e et IV^e gouvernements provisoires de Vasco Gonçalves. Il a été élu député à l'Assemblée constituante en 1975 et à l'Assemblée de la République entre 1976 et 1992. Il a été membre du Conseil d'État depuis sa création en 1982 jusqu'en 1992.

Álvaro Cunhal a exprimé de grosses réserves quant à l'intégration du Portugal à la CEE, allant jusqu'à affirmer, lors d'une conférence de presse en 1987, que l'adhésion serait «désastreuse pour l'économie et l'indépendance nationale» et s'est dit contraire à une future union politique et «à la définition supranationale de la politique étrangère portugaise». D'ailleurs, le XII^e congrès du PCP, tenu à Porto en 1988, a approuvé une résolution récusant la libéralisation du marché des capitaux et la participation de l'escudo au Système monétaire européen et appelant à la renégociation du traité d'adhésion. Il a quitté le poste de secrétaire général du PCP lors du XIV^e congrès tenu en 1992, passant le témoin à Carlos Carvalhas. Il est décédé à Lisbonne le 13 juillet 2005.

CUTILEIRO, José Pires

Né le 20 novembre 1934 à Évora, il s'est tout d'abord inscrit en architecture mais a fini par obtenir un diplôme en anthropologie sociale à Oxford à l'issue d'études de médecine. Il a publié deux recueils de poésie et a collaboré à la revue *Almanaque* où écrivaient de grands noms tels que Luís de Statu Monteiro ou José Cardoso Pires. Il a obtenu son doctorat en 1968 et est entré au St. Antony's College en tant que *fellow* où il est demeuré de 1968 à 1971. Il a été *lecturer* en anthropologie sociale à la *London School of Economics and Political Science* de 1971 à 1974.

Il a été invité par Mário Soares, alors ministre des Affaires étrangères, à devenir conseiller culturel à l'ambassade de Londres, poste qu'il a occupé du 29 septembre 1974 au 1^{er} juin 1977, avant de devenir ambassadeur et représentant permanent du Portugal auprès du Conseil de l'Europe jusqu'en septembre 1980. Il est passé par l'ambassade de Maputo et a été nommé représentant permanent du Portugal à la conférence sur le désarmement en Europe, organisée à Stockholm le 14 janvier 1984. En 1987, il a été appelé à Lisbonne pour assumer les fonctions de directeur général des affaires politiques et économiques. Il a négocié l'adhésion du Portugal à l'Union de l'Europe occidentale et a conduit la délégation qui a négocié avec les États-Unis les conditions d'utilisation de la base de Lajes, aux Açores, en 1988 et 1989.

Il a été envoyé à Pretoria comme ambassadeur en 1989 et est devenu conseiller spécial au ministère des Affaires étrangères pour la présidence portugaise de la Communauté européenne. C'est à ce titre qu'il a coordonné de janvier à août 1992 la conférence de paix pour la Yougoslavie présidée par Lord Carrington. Il

présidait l'Institut diplomatique depuis mars 1994 lorsqu'il est devenu secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) le 16 novembre 1994, après un scrutin au cours duquel il a pu compter sur le soutien explicite du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Les votants ont choisi un diplomate à la carrière atlantiste à un moment où l'UEO reprenait vie en tant que pilier de la défense commune après la ratification du traité de Maastricht. Selon les termes mêmes de José Cutileiro, l'UEO «a commencé à être considérée comme une structure viable pour [...] pouvoir être un instrument de défense de l'Union européenne [...] [et] contribuer, notamment, à renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique». José Cutileiro a vu son mandat de secrétaire général de l'UEO renouvelé en mai 1997.

DELGADO, Humberto da Silva

Né à Torres Novas en 1906, il a commencé une carrière militaire et a été l'un des premiers pilotes des forces aériennes portugaises. Il a participé au coup d'État militaire du 28 mai 1926. En 1936, il a été nommé commissaire adjoint à la jeunesse portugaise et attaché militaire au commandement général de la légion portugaise. En 1947, il a été nommé délégué portugais à l'Organisation de l'aviation civile internationale à Montréal puis, de 1952 à 1957, représentant portugais auprès de l'OTAN à Washington.

Candidat aux élections présidentielles du 8 juin 1958, il est devenu l'un des symboles de l'opposition au régime lorsqu'il a déclaré lors d'une conférence de presse que s'il était élu, il remercierait Salazar: «Il est évident que je le renverrai». Finalement, c'est le candidat de l'Union nationale, Américo Tomás, qui a été élu le 11 juin et Delgado a perdu sa charge de directeur général de l'aviation civile. Un an plus tard, il a demandé l'asile à l'ambassade brésilienne. En 1962, il a participé, du Brésil, au Front patriote de libération du Portugal.

Il a été assassiné par la PIDE le 13 février 1965.

DIAS JÚNIOR, José Nascimento Ferreira

Ingénieur électrotechnique et mécanique diplômé de l'Institut supérieur technique (IST) de Lisbonne, sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie entre le 28 août 1940 et le 6 septembre 1944, il a enseigné à l'IST de 1928 à 1966. En 1925, il a débuté sa carrière à la CUF. En 1936, il a été nommé président du conseil d'électrification national; en 1947, président de la compagnie nationale d'électricité et l'année suivante, il a assumé la présidence du conseil d'administration du métro de Lisbonne. Nommé président de la Chambre corporative en 1957, il a également été sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie de 1940 à 1944 et ministre de l'Économie de 1958 à 1962. Voir les principales publications de Ferreira Dias: J. N. Ferreira Dias Jr., *Linha de Rumo I e II (Ligne de mire I et II)* et *Outros Escritos Económicos, 1926-1962 (Autres écrits économiques)*, 3 vol., Introduction et directeur d'édition: J. M. Brandão de Brito, Lisbonne, Banque du Portugal, 1998.

DUQUE, Rafael da Silva Neves

Né à Torres Novas le 3 septembre 1893, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Coimbra. Chef de cabinet du ministre du Travail républicain, Lima Duque a participé au coup d'État du 28 mai 1926.

En 1934, Salazar lui a proposé le poste de ministre de l'Agriculture. Il a essayé de mettre en œuvre un ensemble de mesures, de tendance néo-physiocratique, ayant pour but de moderniser l'agriculture portugaise, mais sans grand succès. Lors de la disparition du ministère de l'Agriculture, il a été nommé le 28 août 1940 au ministère de l'Économie, tout juste créé. Quatre ans plus tard, il a été remplacé par Luís Supico Pinto.

Il est décédé en 1963.

EANES, António dos Santos Ramalho

Né à Alcains le 25 janvier 1935, il est entré à l'école militaire comme volontaire en 1953 et a été promu au

poste de sous-lieutenant en 1957, date à laquelle il est parti pour l'Inde pour sa première mission. Il a été détaché à Macao en 1962, en tant que capitaine puis transféré, avec ses hommes, au Mozambique où il est arrivé en 1964. Il y reviendra en 1966 pour une nouvelle mission. La guerre de l'outre-mer l'a conduit en Guinée en 1969, puis en Angola en 1974. C'est là qu'il se trouvait lorsqu'a éclaté la révolution du 25 avril. Il a été l'un des organisateurs du Congrès des combattants tenu à Porto. Il est rentré à Lisbonne pour intégrer la commission *ad hoc* chargée des organes de communication sociale et a assuré la direction des programmes de la radio télévision portugaise jusqu'au 28 septembre 1974. Il a adhéré au Document des Neuf et est considéré comme l'un des stratèges des mouvements militaires qui ont permis de contenir les forces qui s'étaient déchaînées le 25 novembre 1975.

Candidat en 1976 aux premières élections présidentielles de la démocratie, il a été élu avec 61,5 % des voix. Son premier mandat a été marqué par la démission du II^e gouvernement constitutionnel, après la rupture entre le CDS et le PS, et par la nomination de trois gouvernements d'«initiative présidentielle», conduits respectivement par Nobre da Costa, Carlos Mota Pinto et Maria de Lurdes Pintasilgo. Il a été réélu aux élections présidentielles de 1980, devançant Soares Carneiro. Il est considéré comme la figure marquante d'un nouveau mouvement politique, le parti rénovateur démocratique (PRD), qui a atteint 18 % aux élections législatives de 1985. À la fin de son second mandat à Belém, il a pris la direction du PRD (en 1986) mais a subi une cuisante défaite aux élections législatives de 1987 où son parti est tombé à 5 %. Il a quitté la politique active, conformément à une décision déjà annoncée avant les élections.

FÉLIX, António José de Castro Bagão

Né à Ílhavo le 9 avril 1948, il a obtenu un diplôme d'économie en 1970 à l'Institut supérieur de Sciences économiques et financières (ISCEF). Il a débuté sa carrière universitaire comme assistant à l'ISCEF en 1973 et est devenu, en 1976, assistant à l'Institut supérieur des sciences sociales et du travail. Après son service militaire, il a débuté ses activités professionnelles dans le secteur des assurances, comme directeur financier de la compagnie *A Mundial*. Il est entré en 1976 au conseil d'administration de la COSEC où il est demeuré jusqu'en 1979.

Il a vécu sa première expérience au gouvernement avec l'AD, la coalition PSD/CDS, et est demeuré au secrétariat d'État chargé de la sécurité sociale durant le gouvernement Sá Carneiro et sous les deux gouvernements suivants conduits par Pinto Balsemão. Il retournera au gouvernement en 1987 grâce à Cavaco Silva en tant que secrétaire d'État à l'emploi et à la formation professionnelle dans le XI^e gouvernement constitutionnel où il demeurera durant quatre ans. Durant ses fonctions au gouvernement, il a rendu publique l'utilisation abusive des aides du Fonds social européen. Pendant les années 90, il est entré à la Banque du Portugal où il a été vice-gouverneur de 1993 à 1994 puis s'est tourné vers le secteur privé où il a été directeur général de la BCP.

Cet indépendant qui entretenait des liens avec le CDS a retrouvé le pouvoir exécutif après la victoire du PSD aux élections législatives de 2002, en tant que ministre de la Sécurité sociale du gouvernement Durão Barroso et ministre des Finances du gouvernement Pedro Santana Lopes en 2004.

FERNANDES, António Júlio de Castro (1903-1975)

Diplômé en droit à l'université de Lisbonne, situé à l'extrême droite sur l'échiquier politique, il a conduit la croisade Nuno Álvares à la fin de la I^{re} République et a fondé le mouvement national syndicaliste de Rolão Preto. En 1934, il a quitté les «chemises bleues», pour adhérer à l'État nouveau. Il a joué un rôle actif dans l'institutionnalisation du corporatisme en tant que fonctionnaire de l'INTP. Sa carrière politique s'est poursuivie dans l'appareil corporatif. Il a été vice-président de la FNAT et a occupé des fonctions de direction dans différents organismes.

Il a été député à l'AN et procureur à la CC. Lors du remaniement ministériel de septembre 1944, il a été nommé sous-secrétaire d'État chargé des corporations et de la sécurité sociale, charge qu'il a conservée jusqu'à ce qu'il soit appelé au ministère de l'Économie le 16 octobre 1948. Il a dirigé ce ministère jusqu'au 2 août 1950 puis a laissé sa place à Ulisses Cortês. Il a également été président de la commission exécutive

de l'UN et administrateur de la BNU. Ses écrits, hormis quelques rares interventions en tant que ministre de l'Économie et administrateur de la BNU, abordent surtout le thème du corporatisme portugais.

FRANCO, António Luciano Pacheco de Sousa

Né à Lisbonne en 1942, il a obtenu un diplôme de droit à l'université de Lisbonne en 1972 puis un doctorat à l'issue d'un 3^e cycle à la Sorbonne, à Paris. Il a débuté sa carrière universitaire en tant que professeur à la faculté de droit de l'université de Lisbonne. Il a milité aux Jeunesses universitaires catholiques. Après le 25 avril, il a adhéré au PPD après avoir rencontré Freitas do Amaral et Adelino Amaro da Costa, fondateurs du CDS. Il a été nommé secrétaire d'État aux finances dans le VI^e gouvernement provisoire de l'amiral Pinheiro de Azevedo et a été élu député en 1976 sur les listes du PPD, parti qu'il dirigera entre janvier et juillet 1978.

Il a par la suite quitté le PPD et fondé l'Association sociale démocrate indépendante (ASDI), mouvement politique qu'il a présidé de 1979 à 1982, ayant entre-temps participé au V^e gouvernement constitutionnel de Maria de Lurdes Pintasilgo en tant que ministre des Finances (1979-1980). En 1986, il a accepté, sur proposition du Premier ministre Cavaco Silva et du ministre des Finances Miguel Cadilhe, la présidence de la Cour des comptes où il est demeuré jusqu'en 1995. Avec l'arrivée au pouvoir du PS conduit par António Guterres, il a retrouvé le portefeuille des finances entre 1995 et 1999 et son passage au gouvernement a été marqué par l'adhésion de l'escudo à l'euro. Il a repris la politique active en 2004, conduisant la liste présentée par le PS aux élections européennes.

Il est décédé le 9 juin en campagne électorale à Matosinhos.

FREIRE, António José Aniceto de Siqueira

Né à Lisbonne le 17 avril 1918, il a obtenu un diplôme de droit à l'université de Lisbonne. Il a débuté ses activités de diplomate en 1942. En 1946, il est entré au Consulat général de Tanger et a été transféré à Ankara l'année suivante. Sa carrière l'a conduit dans les capitales argentine, cubaine, chilienne afin d'arriver à Paris en 1953. Il a été transféré à Léopoldville en 1956 et est devenu ambassadeur à Beyrouth en 1962. À Genève, il a conduit les délégations permanentes auprès du GATT et de l'AELE à partir du 26 décembre 1966 et il a été nommé ambassadeur le 3 juillet 1973. Le 13 novembre 1974, il est devenu chef de la mission auprès des Communautés européennes, passant plus tard par Paris comme ambassadeur en 1979. Il s'est retiré le 8 mars 1984 et est décédé le 2 octobre 1999.

GAGO, Carlos Jorge Mendes Corrêa

Né à Lisbonne le 25 juin 1934, il a obtenu un diplôme en ingénierie des mines à l'Institut supérieur technique et a effectué une spécialisation en administration industrielle. Il a été le directeur de la planification et direction générale du secrétariat technique de la présidence du Conseil entre 1963 et 1974. Il a collaboré à la direction générale de l'aéronautique civile, organisme pour lequel il a été consultant de 1966 à 1970. Il a été administrateur de l'entreprise publique des parcs industriels entre 1973 et 1976 et de Petrosul de 1976 à 1982. Il a présidé l'administration générale du port de Lisbonne entre 1972 et 1986. Il a été ministre des Affaires étrangères du III^e gouvernement constitutionnel d'Alfredo Nobre da Costa en 1978 puis ministre de la Coordination économique dans le V^e gouvernement constitutionnel de Maria de Lurdes Pintasilgo. Il a été administrateur de Somincor de 1986 à 1989. En 1992, on lui a proposé de présider l'Institut national des statistiques (INE).

GOMES, D. António Ferreira

Né à Ermesinde le 10 mai 1906, il est entré au séminaire en 1916 où il a obtenu un diplôme de théologie en 1925.

Il est alors parti pour Rome se former en philosophie à l'université grégorienne en 1928, année durant laquelle il a été ordonné prêtre. De retour au Portugal, il a enseigné au séminaire de Vilar, à Porto. En 1948,

il a été nommé évêque coadjuteur de Portalegre et Castelo Branco. C'est à cette époque qu'il a commencé à intervenir dans la vie politique, publiant des articles de doctrine dans des journaux catholiques, s'intéressant à des thèmes liés à la politique, à la liberté et au totalitarisme ainsi qu'aux relations entre l'église et l'État.

En 1952, il a été nommé évêque de Porto. En juillet 1958, il a écrit une lettre à Salazar traitant de questions sociales et politiques, ce qui lui a valu l'hostilité du régime et l'a obligé à s'exiler en Espagne où il a vécu durant dix ans.

Il est rentré au Portugal le 19 juin 1969 et a reçu en 1980 la Grande croix de l'Ordre de la liberté.

Il est décédé en avril 1989.

GOMES, Francisco da Costa

Né à Chaves le 30 juin 1914, il a étudié au Collège militaire de 1924 à 1931 puis a suivi un cours de cavalerie jusqu'en 1935. Il a obtenu un diplôme en mathématiques à l'université de Porto. Il a été nommé au quartier général de l'OTAN aux États-Unis où il est demeuré de 1954 à 1956. Il est devenu en 1958 sous-secrétaire d'État aux armées et a travaillé en collaboration avec le ministre de la Défense Botelho Moniz. Il était chargé de la réorganisation des forces armées et de leur préparation aux défis à venir imposés par la guerre coloniale. Sa participation au coup d'État militaire organisé par Botelho Moniz en avril 1961 lui a valu d'être affecté à Beja au service du recrutement et de mobilisation.

Il est devenu professeur à l'Institut des hautes études militaires en 1964. En 1965, il a été détaché au Mozambique où il a été 2nd commandant de la région militaire puis 1^{er} commandant deux ans plus tard. En 1970, il était en service en Angola en tant que commandant en chef des forces armées. En 1972, il a été nommé chef d'État-major de l'armée, poste dont il a été écarté en 1974 après avoir refusé de participer à un hommage rendu par les plus hautes autorités des trois corps d'armée au président de la République Américo Tomás. Il a été membre de la Junte de salut national le 25 avril et est devenu président de la République le 28 septembre 1974 après la démission d'António de Spínola. Son mandat a pris fin en 1976 avec les premières élections présidentielles qui ont porté Ramalho Eanes au pouvoir. En 1977, il est devenu membre du Conseil portugais pour la paix et la coopération et a été promu au rang de maréchal en 1982.

Il est décédé le 31 juillet 2001.

GONÇALVES, général Vasco dos Santos

Né à Lisbonne le 3 mai 1922, il s'est inscrit à l'université de Coimbra en 1940 mais est entré deux ans plus tard à l'École militaire. Il a fréquenté dès 1949 le cours d'ingénierie à l'École pratique de Tancos et a été affecté à la base de Lajes l'année suivante. Il a effectué des missions dans différents territoires de l'outre-mer portugais: à Goa en 1955 et durant la guerre coloniale, au Mozambique en 1965 et en Angola, en 1970. Il a atteint le grade de lieutenant-colonel en 1967 après avoir collaboré en 1960 au journal clandestin *Tribuna Militar*. Il est entré dans le mouvement des capitaines en 1973. Après le 25 avril, il a été nommé Premier ministre après la démission d'Adelino da Palma Carlos (le 18 juillet 1974) puis a dirigé successivement les II^e, III^e, IV^e et V^e gouvernements provisoires. Il a été écarté du pouvoir le 29 août 1975 et est entré dans la réserve en décembre 1975.

Il est décédé à Lisbonne le 11 juin 2005.

GOUVEIA, Maria Teresa Pinto Basto (Teresa Patrício Gouveia)

Née à Lisbonne le 18 juillet 1946, elle a obtenu un diplôme d'histoire en 1970 et, durant les années 70, elle a participé à des initiatives relatives à la préservation du patrimoine. Elle a d'ailleurs été secrétaire de la commission nationale de l'Année du patrimoine architectural européen, un organe du Conseil de l'Europe. Elle a occupé des fonctions de direction au cabinet de coordination des activités culturelles extérieures du secrétariat d'État à la culture entre 1977 et 1980. Elle a représenté le secrétariat d'État à la culture au comité

directeur de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe et a dirigé le cabinet des relations culturelles et internationales au ministère de la Culture.

Elle a présidé le Comité directeur de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe après avoir été vice-présidente de ce même organisme. Elle a occupé ces deux fonctions de 1984 à 1987. Elle a été secrétaire d'État à la culture dans les gouvernements Cavaco Silva entre 1985 et 1990. En 1987, elle a été élue députée à l'Assemblée de la République. On lui a proposé le poste de secrétaire d'État à l'environnement en 1991 et elle est devenue ministre en juin 1993. C'est en tant que secrétaire d'État qu'elle a représenté le Portugal et la CEE à la Conférence mondiale sur l'environnement à Rio de Janeiro, en 1992. Elle a été nommée ministre des Affaires étrangères du gouvernement Durão Barroso en 2003, après le départ de Martins da Cruz. Autre fait marquant de son parcours: elle a administré la fondation Serralves. Elle occupe actuellement des fonctions d'administratrice à la fondation Calouste Gulbenkian et ce, depuis novembre 2004.

GRILO, Francisco Monteiro

Ingénieur agronome, ancien directeur des services de l'agriculture de la colonie du Mozambique. Délégué du Portugal à la commission coloniale de l'OECE.

GUERRA, Rui da Fonseca e Sousa Camões Teixeira

Il est né à Elvas en 1902. En janvier 1956, il était ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe et directeur général des affaires économiques et consulaires au secrétariat d'État aux Affaires étrangères. C'est en tant que tel qu'il a suivi avec attention les négociations avec l'OECE et a été membre de différentes délégations portugaises lors des pourparlers avec cet organisme. Il a été le délégué du gouvernement portugais à la conférence de Genève qui s'est tenue début 1958 entre les Sept. Il a participé, en tant que suppléant du secrétaire d'État au commerce, aux négociations destinées à constituer l'AELE et a conduit la délégation portugaise lors des réunions de 1959 à Oslo, Stockholm et Saltsjöbaden, parvenant à obtenir des garanties importantes pour le Portugal. En juin 1960, il est devenu ambassadeur du Portugal à Berne et en octobre de la même année, représentant permanent du Portugal au Conseil de l'AELE à Genève.

Il est décédé à Lisbonne en 1996.

GUTERRES, António Manuel de Oliveira

Né à Lisbonne le 30 avril 1949, il a obtenu un diplôme en ingénierie électrotechnique à l'Institut supérieur technique en 1971 et a suivi une spécialisation en économie pour ingénieurs. Il a collaboré avec la présidence du Conseil des ministres et avec le cabinet de la région de Sines en tant que technicien de 1973 à 1974. Il a été l'attaché de Mário Soares lors de son passage au IV^e gouvernement provisoire en tant que ministre sans portefeuille, puis de Salgado Zenha lorsque celui-ci a été ministre des Finances du VI^e gouvernement provisoire. Il a été membre de la commission pour l'intégration européenne de 1976 à 1979.

António Guterres est retourné au cabinet de la région de Sines entre 1983 et 1984 et a été directeur du développement stratégique de l'IPE (Investissements et participations de l'État) de 1984 à 1985. Il s'est affilié au PS en 1974 et a été élu député de l'Assemblée de la République, tout d'abord de 1976 à 1983 puis de 1985 à 1995. Il a été membre du secrétariat national du PS entre 1977 et 1981 puis entre 1986 et 1992. Le 23 février 1992, il a pris la tête du PS lors du X^e Congrès, après s'être opposé à Jorge Sampaio. Il a remporté les élections législatives du 1^{er} octobre 1995 et est devenu Premier ministre du XIII^e gouvernement constitutionnel. En mai 2005, il a été nommé haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

LEITÃO, João António de Morais

Né à Covilhã le 4 septembre 1938, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne. Au début des années 60, il est entré à la compagnie d'assurances Douro. Dans les années 60, il a été recruté par le service du contentieux de la banque Pinto & Sotto Mayor mais a également exercé la profession d'avocat dans un cabinet qui comptait parmi ses associés Costa Reis et Francisco Pinto Balsemão. En 1966, il s'est vu offrir le

poste d'administrateur délégué de la compagnie Mundial où il est demeuré jusqu'en 1975 au moment des nationalisations. Il est alors retourné au barreau à temps complet. Il a collaboré avec la SEDES dès le début des années 70 et, après le 25 avril, il a fondé le CDS. Après avoir été président de la Fédération portugaise de football, il est entré au VI^e gouvernement constitutionnel de Sá Carneiro en 1979, en tant que ministre des Affaires sociales. Il a retrouvé l'arène politique dans l'exécutif de Francisco Pinto Balsemão en 1981 (VII^e gouvernement constitutionnel) où il a été ministre des Finances. Il n'est ensuite retourné à la politique qu'après avoir été nommé membre de la commission politique du CDS-PP dirigée par Manuel Monteiro lors d'un congrès du parti tenu à Setúbal en février 1994.

LEITE (Lumbrales), João Pinto da Costa Leite

Il a obtenu son diplôme à la faculté de droit de Coimbra où il a été le disciple et l'assistant d'Oliveira Salazar. Peu après l'arrivée de Salazar au ministère des Finances, celui-ci a nommé Costa Leite sous-secrétaire d'État. Il a occupé ces fonctions en 1929 (du 17 juillet au 5 novembre) et du 23 octobre 1934 au 13 décembre 1937, cumulant ce poste avec celui de sous-secrétaire d'État aux corporations et à la sécurité sociale qu'il a assumé de façon intérimaire du 14 mars 1935 au 18 janvier 1936. Il a été ministre du Commerce et de l'Industrie (13.12.1937-28.8.1940), des Finances (28.8.1940-2.8.1950), de l'Intérieur (23.7.1941-12.8.1941), des Travaux publics et des Communications (18.11.1943-6.9.1944) ainsi que de la Présidence (2.8.1950-7.7.1955), avant d'être remplacé par Marcelo Caetano.

Parmi les différents postes qu'il a occupés durant l'État nouveau, il a également été président de la Junte centrale de la légion portugaise et président de la commission exécutive de l'Union nationale. Ce monarchiste, de la tendance la plus conservatrice du régime dans cette période de l'après-guerre, homme de confiance et bras droit de Salazar durant les plus de vingt ans où il a été au gouvernement, a joué un rôle décisif dans la conduite des questions relatives à la participation du Portugal au plan Marshall. Il a été le principal responsable de la décision initiale de rejeter l'aide financière américaine – évoquant le problème de l'or allemand qui se trouvait dans les coffres de la Banque du Portugal, ayant recours à des arguments comme le fait que le Portugal devait se garder de suivre la voie des «affamés» du dollar. Lumbrales occupait donc le poste de ministre des Finances lorsque le Portugal a traversé à la fin des années 40 une période de crise des paiements, ce qui l'a amené à demander l'aide financière du plan Marshall.

Après un changement radical de la position du Portugal vis-à-vis de l'aide Marshall, la gestion des questions relatives à l'utilisation de l'aide américaine est demeurée sous son autorité. La commission technique de coopération économique européenne, créée pour administrer l'aide du plan Marshall au Portugal a été constituée sous la tutelle du ministère des Finances, puis est passée sous celle de la présidence du Conseil des ministres lorsque Lumbrales a été nommé ministre de la Présidence.

LEITE, Maria Manuela Dias Ferreira

Née à Lisbonne le 3 décembre 1940, elle a obtenu un diplôme en économie en 1963 à l'Institut supérieur des sciences économiques et financières. Elle est devenue assistante dans ce même institut, débutant ainsi une carrière universitaire qui s'est prolongée bien au-delà du 25 avril 1974. Pendant les années 60, elle a été boursière de la fondation Calouste Gulbenkian et c'est dans ce cadre qu'elle a suivi un cours en Allemagne organisé par l'OCDE sur l'éducation et ses composantes économiques. Elle a occupé les fonctions de chercheur de 1964 à 1972 puis a travaillé comme spécialiste au service des investissements de la fondation Gulbenkian entre 1972 et 1973.

Elle a dirigé le service de statistiques du groupe IPE (Investissements et participations de l'État), puis est entrée à la Banque du Portugal où elle a travaillé au cabinet d'études de 1977 à 1986. En 1986, elle est devenue directrice générale de la comptabilité publique au ministère des Finances, poste qu'elle a quitté pour devenir secrétaire d'État au budget. En 1993, elle a été nommée ministre de l'Éducation, poste qu'elle a conservé jusqu'à la fin du dernier gouvernement Cavaco Silva. Elle a été élue députée aux élections législatives de 1991, 1995 et 1999. En 2002, elle a participé au gouvernement Durão Barroso en tant que ministre d'État et des Finances mais a abandonné toute charge gouvernementale lorsque le Premier ministre a quitté le gouvernement pour présider la Commission européenne.

LOPES, Pedro Miguel de Santana

Né à Lisbonne le 29 juin 1956, il s'est affilié au PSD en 1976, même s'il avait déjà commencé ses activités politiques tout de suite après le 25 avril, alors qu'il étudiait à la faculté de droit de Lisbonne. Il a été invité par Francisco Sá Carneiro à être son conseiller juridique lors de la formation du gouvernement d'Alliance démocratique, constitué par le PSD et le PS. Il a été nommé secrétaire d'État à la présidence du Conseil des ministres en 1985, dans le premier gouvernement Cavaco Silva. En 1987, il est entré au Parlement européen comme député mais a quitté cette institution en 1989. En 1990, il a remplacé Teresa Gouveia au secrétariat d'État à la culture, poste dont il a démissionné en décembre 1994.

Alors que le PSD était dans l'opposition, il s'est fait devancer par Fernando Nogueira en 1995 dans la course à la direction du parti. Il a alors assumé la direction du Sporting Clube de Portugal pour le quitter en avril 1996. Il a été élu à la mairie de Figueira da Foz en 1997. En 2001, il a conquis la mairie de Lisbonne. En février 2002, il est devenu l'un des vice-présidents du Comité des régions. Après le départ de Durão Barroso du gouvernement pour la Commission européenne, il a formé un gouvernement de coalition avec le CDS-PP pendant l'été 2004, gouvernement qui sera dissous par le président de la République en décembre 2004.